



OÙ EST LA VIOLENCE DANS LA SOCIÉTÉ ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité globale a continué ce samedi : des manifestations ont à nouveau eu lieu dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'État. Elles se sont jointes bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, car le tour de vis sécuritaire n'a pour seule raison d'être que la crainte du gouvernement de voir exploser la colère sociale : il veut pouvoir donner libre cours à la répression.

Opération blanchiment

Vendredi, Macron s'était livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes. Il a prétendu s'adresser à eux en se faisant interviewer en ligne sur *Brut*, entre autres par le journaliste Rémy Buisine, celui que les flics avaient délogé à coups de botte tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images du tabassage des réfugiés ou de celui du producteur de musique Michel Zecler. La main sur le cœur, il a parlé des « *violences inadmissibles* » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « *déconné* ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « *déconnants* ».

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant, ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester et dont l'article 24, pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour assurer aux forces répressives de police l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Contesté, Darmanin, a trouvé de son côté un dérivatif : la loi sur le « séparatisme » voulue par Macron. Fraichement rebaptisée « *loi confortant les principes républicains* », elle est destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte et la violence des forces de police, que Macron prétend vouloir « *exemplaires* », encouragée.

Puis opération discrédit

Dès samedi, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'État ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris, passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne était serrée de près par un nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait bien à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant les journaux télévisés ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation : la police y était félicitée pour avoir protégé les manifestants des casseurs, le monde à l'envers !

La violence, parlons-en !

Pas un jour ne passe sans que des licenciements ne soient annoncés chez Danone, Auchan, Safran, Elior, Latécoère, 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour jeter des travailleurs dans la misère en pleine crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau, qu'il a refusé aux hôpitaux publics et aux Ehpad, se rendant responsable de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité.

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte, tandis que les capitalistes empochent les milliards et imposent des reculs aux travailleurs. Ceux qui se mobilisent ont bien raison, la défense de nos conditions de vie et de nos libertés vont de pair.

Télétravail ? La direction préfère nous avoir à l'oeil

Avec le nouveau « confinement », à en croire le gouvernement, le télétravail ne serait pas une « option », mais une obligation pour tous les postes qui le permettent. La Poste, comme le patronat en général, n'a pas l'air de prendre cette injonction très au sérieux.

Un mois et demi plus tard, au centre financier, à peine la moitié des postes où le télétravail est possible sont concernés.

À croire que la direction se fait des angoisses à l'idée des nombreuses distractions qui pourraient détourner les agents de leur exploitation quotidienne.

« Magie de Noël » version postale

Certains psys s'interrogent : « Comment expliquer aux enfants que le père Noël n'existe pas » ?

La direction de La Poste a trouvé la réponse en distribuant aux parents un chèque cadeau de... 20 euros par enfant et seulement jusqu'à 12 ans !

Franchement, les enfants, vous croyez vraiment que si le père Noël existait, il serait aussi radin ?

Fidèle à elle même

La direction de Paris 15 commence les comptages en vue de la réorganisation prévue en juin.

Notre entreprise ne connaît pas la crise sanitaire, tout ce qu'il lui importe c'est de supprimer du personnel et de nous faire bosser plus. Elle a déjà décidé de nous ajouter la distribution de la publicité et de mettre plus de tournées en mixte.

Pour faire ravalier ses plans à la direction, il faudra que nous soyons aussi pressés de résister qu'elle ne l'est de dégrader nos conditions de travail et de supprimer des postes.

Plus Père Fouettard que Père Noël

Déjà que la direction nous fait venir le samedi quasiment pour rien, nous aurions pu penser qu'elle nous accorderait au moins les weekends de fête, le 26 décembre et le 2 janvier. Même pas ! Elle s'est quand même fendue d'une proposition, ou plutôt d'un genre d'aumône : faire travailler la moitié du bureau le samedi 26 et l'autre le 2... Avec double tournée à chaque fois évidemment ! Et elle nous offrira sans doute un ballotin de chocolat en prime.

À force de nous mépriser, la direction risque un jour de récolter une réaction des « lutins postiers ».

Vous avez dit démocratie ?

Avec les élections au conseil d'administration, la direction nous inonde de courriers pour nous appeler à voter en nous expliquant à tout bout de champ quelle chance nous avons de pouvoir nous exprimer démocratiquement.

Des éloges sur la démocratie qui sonnent faux dans la bouche de ceux qui passent leur temps à essayer de nous empêcher de nous réunir, qui interdisent et sanctionnent les prises de parole dans les bureaux et font la chasse aux militants.

Vous avez dit démocratie ? Nous, on appelle ça la dictature patronale !

Patrons licencieurs : les vrais voyous

Pour les grands groupes, la crise du Covid est l'occasion de licencier : ainsi General Electric, le géant de l'agroalimentaire Cargill, le leader du tourisme TUI ou encore Bridgestone, premier fabricant de pneus mondial ; et aussi chez Danone, Auchan, Safran, Elior ou Latécoère, entre autres. On ne peut pas dire qu'ils soient en crise !

Le scénario est toujours le même : des négociations qui n'en finissent pas, des syndicats qui jouent le jeu truqué du « dialogue social » et à la fin, la liquidation totale ou partielle des emplois. Mais dans certaines entreprises, les salariés refusent d'attendre que l'on vende leur peau. Ils commencent à s'organiser en collectifs pour se faire entendre et se coordonner. S'organiser sans attendre pour résister aux licenciements : voilà une stratégie à étendre partout où sévissent les patrons voyous.

General Electric – Villeurbanne : la grève fait disjoncter la direction

La grève dure depuis quinze jours. Son ampleur et l'activité des grévistes gênent les patrons, qui espèrent s'en sortir par des négociations prévues cette semaine. Ce qui leur a fait le plus peur, c'est que les grévistes s'adressent à d'autres travailleurs.

Mardi 1^{er} décembre, les grévistes sont montés à Paris et ont rencontré des salariés du voyageur TUI, qui s'opposent eux aussi aux licenciements. Jeudi 3, des équipes de grévistes sont allés sur les sites General Electric d'Aix-les-Bains et de Montpellier. Leur objectif : étendre la grève pour faire reculer la direction. Ils ont bien raison : c'est tous ensemble qu'on luttera contre les suppressions d'emplois.

